Comme je l'ai déjà dit, et je le répète, en raison de la situation qu'a entraînée cette décision le gouvernement estime que nous devons poursuivre jusqu'au bout avec les États-Unis des entretiens globaux sur le commerce pour protéger l'industrie et les travailleurs canadiens ainsi que leur assurer l'accès au marché américain.

Si nous ne disposons pas de ce genre de traité à long terme, nous serons alors exposés, en vertu des règles du jeu actuelles, à ce genre de harcèlement dans diverses industries.

L'INCIDENCE DU TARIF AMÉRICAIN SUR LES TRAVAILLEURS CANADIENS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais poser à la ministre une question qui pourrait fort bien émaner des travailleurs du bois qui vont de temps à temps boire à l'hôtel Cecil, dans la circonscription de la ministre. Que va-t-elle faire pour protéger leurs emplois qui sont supprimés? Que va-t-elle faire pour les leur rendre? Quelles mesures de représailles la ministre va-t-elle prendre contre les Américains qui malmènent les travailleurs de la Colombie-Britannique, dont un grand nombre résident dans la circonscription de la ministre ainsi que dans la mienne?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Il est évident que le député est plus au courant que moi de ce qui se passe à l'hôtel Cecil.

Pour protéger les emplois des travailleurs, nous allons nous efforcer d'obtenir des accords à long terme avec les États-Unis. C'est ce que le gouvernement est en train de faire.

LE TARIF AMÉRICAIN—LA POSITION CANADIENNE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre du Commerce extérieur. Nous savons qu'elle a laissé le secteur énergétique dans une situation chaotique, . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Johnston: . . . avec des dizaines de milliers de chômeurs. Même après avoir entendu les questions posées ce matin et les réponses de la ministre, on a du mal à croire que la ministre et ses collègues du Cabinet aient pu conduire ces négociations de façon aussi incompétente qu'ils semblent l'avoir fait. Ma question est simplement . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je pense que tous les députés se rendent compte que l'on peut argumenter à loisir sur cette question, toutefois, ce serait plutôt un sujet de débat. Je voudrais que les questions des députés à la ministre soient aussi directes que possible. Je suis persuadé que tous les députés se rendent compte que le sujet des questions de ce matin est très grave pour l'ensemble du pays. Je demande que les questions soient claires et directes et que les réponses soient en conséquence.

M. Johnston: Monsieur le Président, en dépit des fanfaronnades et de la fausse indignation, y a-t-il eu un arrangement secret à 15 p. 100?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Non, monsieur le Président.

Questions orales

ON DEMANDE QUAND LA MINISTRE A APPRIS QU'ON IMPOSAIT DES DROITS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, nous avons entendu le premier ministre nous dire: «Elle a le ballon maintenant». A côté d'elle, même Chuck Hunsinger a l'air d'un bon joueur. Elle se souvient de Chuck Hunsinger, nous aussi.

Quand la ministre a-t-elle appris que l'on avait décidé d'imposer des droits de 15 p. 100?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, hier, à 14 h 7 environ.

L'OFFRE D'UN TARIF CANADIEN

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la même ministre. Selon moi, il est manifeste qu'elle a nui à sa position selon laquelle les droits de coupe ne sont pas une subvention, en offrant un tarif de 10 p. 100 aux Américains. Rétrospectivement, la ministre ne regrette-t-elle pas d'avoir cédé aux pressions du premier ministre Bill Vander Zalm en pleine campagne électorale, et pris une mesure qui nuisait à la position de négociation du Canada? Est-ce là la façon dont le gouvernement entend aborder les futures négociations commerciales?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je peux simplement garantir à la Chambre que les actions du premier ministre Vander Zalm et de tous les autres premiers ministres concernés ainsi que de l'industrie et du syndicat en cause m'ont beaucoup aidé.

Je suis heureuse de constater que le tarif n'est pas de 32 p. 100 comme l'avaient réclamé les producteurs américains mais qu'il est inférieur et se rapproche de notre offre. Cependant, là n'est pas la question. Le problème réside dans le fait que la nature de la décision rendue en l'occurrence, qui annule une décision prise précédemment en fonction d'un ensemble tout à fait différent de règles et de règlements, peut mettre en danger d'autres industries canadiennes. La seule façon de régler cette question, c'est de poursuivre les pourparlers commerciaux et de négocier un traité à long terme qui préviendra des volte-face de ce genre.

L'ATTITUDE DE LA MINISTRE EN MATIÈRE DE NÉGOCIATIONS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, la ministre sait pertinemment que le tarif pourrait fort bien dépasser 15 p. 100, en plus des 35 p. 100 qui sont déjà appliqués sur les bardeaux et dont souffrent les habitants de sa province.

Étant donné que le premier ministre Vander Zalm a dit que nous nous étions rendus à Washington comme des mendiants, la ministre croit-elle que les Américains respectent cette attitude empreinte d'humilité? Comment va-t-elle pouvoir maintenant se montrer intransigeante dans les négociations futures au nom du Canada?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je croyais que la députée parlait de la question dont nous sommes saisis. Nous avons déclaré qu'il s'agissait d'une action déplorable et affirmé que nous la combattons—et je veux que ce soit bien clair—même si les provinces décident de régler cette question, comme c'est leur droit, et de s'en contenter. Les problèmes que cause cette décision pour le Canada, l'industrie canadienne et les travailleurs